EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 13 octobre 2016

Monsieur Guy TEISSIER, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 105 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Valérie BOYER - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriaty DJAMBAE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Guy TEISSIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Mireille BENEDETTI représentée par Lionel VALERI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Gérard CHENOZ représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Monique CORDIER représentée par Maxime TOMMASINI - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Anne DAURES représentée par Claude PICCIRILLO - Dominique DELOURS représenté par Grégory PANAGOUDIS - Pierre DJIANE représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude GAUDIN représenté par Solange BIAGGI - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Nathalie LAINE représentée par Patrick BORE - Laurent LAVIE représenté par Martine GOELZER - Laurence LUCCIONI représentée par Valérie BOYER - Bernard MARANDAT représenté par Gisèle LELOUIS - Martine MATTEI représentée par Karim GHENDOUF - Guy MATTEONI représenté par Claudette MOMPRIVE - Xavier MERY représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Alain CHOPIN - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric DOURNAYAN - Roland MOUREN représenté par Roland GIBERTI - Elisabeth PHILIPPE représentée par Loïc BARAT - Marc POGGIALE représenté par Christian PELLICANI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Stéphane RAVIER représenté par Sandrine D'ANGIO - Carine ROGER représentée par Georges GOMEZ - Sandra SALOUM-DALBIN représentée par Isabelle SAVON - Jean-Louis TIXIER représenté par Annie GRIGORIAN - Cédric URIOS représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Laure-Agnès CARADEC - Catherine CHAZEAU - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Eric DIARD - Emilie DOURNAYAN - Yann FARINA - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Samia GHALI - Bruno GILLES - Vincent GOMEZ - Marcel GRELY - Louisa HAMMOUCHE - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Christophe MASSE - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Véronique PRADEL - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Signé le 13 Octobre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 23 Novembre 2016

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 019-233/16/CT

**■ Concession d'aménagement Vallon de Malpassé - Marseille 13ème -
Approbation du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015
arrondissement - Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession -
Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation
de la convention financière avec la Ville et la Soleam**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 16/14879/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé (PRU Malpassé) avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), a été signée par les partenaires le 28 juin 2010.

Compte tenu de la complexité de mise en œuvre d'une partie des projets du PRU nécessitant des acquisitions foncières, des travaux d'aménagement et des cessions de terrains, une opération d'aménagement a été confiée à la Société Publique Locale Soleam.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession d'aménagement « Vallon de Malpassé », dans le 13^{ème} arrondissement, ainsi que le bilan de cette concession. Cette convention a été notifiée le 31 janvier 2013 sous le n°13-00019.

La convention de concession a depuis lors fait l'objet de plusieurs avenants qui ont permis de prendre en compte les évolutions du projet urbain.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement « Vallon de Malpassé » relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31/12/2015 par arrêté préfectoral du 28/12/2015.

**Signé le 13 Octobre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 23 Novembre 2016**

A compter de sa création, le 01/01/2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28/12/2015.

Dans ce cadre, un avenant n°5 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le PRU Mapassé vise d'une part à rénover la totalité du patrimoine de logements sociaux de l'OPHLM Habitat Marseille Provence (HMP) sur le Vallon, en engageant un ensemble d'opérations de démolitions, de reconstructions et de réhabilitations ; d'autre part à réaliser des travaux de voirie par la Métropole et d'équipements publics de compétence municipale.

Compte tenu de la complexité du projet, une partie des travaux d'aménagement relatifs aux espaces publics du PRU ont été confiés à la Soleam via la convention de concession Malpassé. Le concessionnaire réalisera des travaux de compétence métropolitaine : la traverse des collèges, la descente des Cèdres, le parachèvement de la place des Cèdres et la création de la traverse des Cyprés et des opérations de compétence municipale : la réalisation des jardins partagés des Lauriers, le square des Collèges et le square des Cèdres. Le concessionnaire assurera également la cession de lots à des opérateurs en vue d'une part de l'édification d'une offre diversifiée de logements et de quelques commerces sur les lots 4, 5, 6, 10 et 22 du plan guide et d'autre part de la cession du lot 3 pour la construction d'une crèche.

Par délibération n°15/0479/UAGP, du 25 juin 2015, la Ville de Marseille avait approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité de la convention de concession au 31 décembre 2014

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015, l'avenant n°6 à la convention de concession n°600908CO (13/00019), l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie n°2013/00020 et une convention financière avec la Ville de Marseille et la Soleam.

Avancement de l'opération :

L'année 2015 est la troisième année de la concession d'aménagement qui est entrée en phase opérationnelle. La Soléam a participé aux réunions de coordination pilotées par le MRU, a lancé le premier chantier (jardins partagés des Lauriers), a poursuivi les études opérationnelles, la préparation des marchés de travaux relatifs aux espaces publics et les discussions préalables relatives à la commercialisation des lots 3 et 4-6.

Les protocoles fonciers avec la Ville, et HMP ont été réitérés par actes authentiques. Des locaux dans le centre commercial des Cèdres ont été acquis par voie de préemption, il est prévu de les démolir pour laisser place au lot 10.

En 2016 le concessionnaire assurera le suivi des marchés de maîtrise d'œuvre concernant l'achèvement des jardins partagés des Lauriers et la réalisation de la descente des Collèges qui entrera en phase opérationnelle. Il lancera un nouveau marché relatif à la réalisation d'un square comportant une aire de jeux et un terrain de boules (en lieu et place de la place des Collèges). Il poursuivra les acquisitions amiables de locaux du centre commercial des Cèdres et préparera si nécessaire une DUP pour en finaliser l'acquisition. Une pré-commercialisation des lots 3, 4 et 6 est envisagée en 2016.

Les autres travaux de VRD s'étaleront de 2017 à 2020 en fonction du rythme de libération des terrains.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses qui s'élèvent à 479 435 euros, au regard des 1 134 273 euros annoncées au CRAC précédent (-57,7 %), se répartissent ainsi :

Signé le 13 Octobre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 23 Novembre 2016

- 7 860 euros TTC pour des études, en baisse de 14 214 euros, du fait du report de certaines études,
- 370 805 euros TTC pour le foncier, en baisse de 468 697 euros du fait du report des acquisitions prévues,
- 5 998 euros TTC pour les travaux d'aménagement et pour des études de maîtrise d'œuvre, en baisse de 189 820 euros du fait de l'inutilité des travaux de dépollution provisionnés pour les jardins partagés et du décalage à 2016 de certaines opérations,
- 94 773 euros TTC pour les dépenses annexes, il s'agit de la rémunération forfaitaire du concessionnaire, de frais de gestion et de frais financiers, en augmentation de 17 894 euros en lien avec l'introduction d'une rémunération sur dépenses perçue par anticipation.

Au vu de la complexité du programme et des étapes préliminaires à sa mise en œuvre, cette rémunération de 5 % sur les dépenses hors taxes sera anticipée par des versements forfaitaires en 2014, 2015 et 2016, qui seront régularisés à partir de l'année 2017.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2015, les dépenses s'élèvent à 655 904 euros TTC, soit 5,2 % du budget provisionnel, dont :

- 28 670 euros TTC pour des études, soit 4,4 % du budget études prévisionnel
- 376 484 euros TTC pour le foncier, soit 57,4 % du budget foncier total prévisionnel,
- 15 607 euros TTC pour des travaux soit 2,4 % du budget travaux prévisionnel,
- 235 144 euros TTC Pour les dépenses annexes et frais financiers soit 35,8 % du budget dépenses annexes total prévisionnel.

Au terme de la concession, les dépenses s'élèvent prévisionnellement à 12 937 294 euros, soit une progression de 274 658 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2014 et se répartissent ainsi :

- 118 546 euros pour les études, soit 0,9% des dépenses prévisionnelles, en augmentation de 11,3 %, en rapport avec les besoins opérationnels supplémentaires identifiés,
- 4 950 559 euros TTC pour le foncier, soit 38,5% des dépenses prévisionnelles, en augmentation de 4,9 %, du fait notamment du réajustement du montant du prix des acquisitions des murs du centre commercial en fonction des avis de France Domaine,
- 6 457 801 euros pour les travaux, soit 49,9%, des dépenses prévisionnelles, sans changement,
- 1 410 388 euros TTC pour les dépenses annexes, soit 10,9 % des dépenses prévisionnelles, en augmentation de 3,7%. Cette différence recouvre des évolutions très divergentes, dont une diminution (- 377 797 euros) des charges de gestion due à une surévaluation initiale, une diminution (-18 192 euros) des rémunérations, une réduction des frais financiers (- 99 613 euros) due à une trésorerie plus favorable et à un moindre recours à l'emprunt, mais un accroissement significatif (+ 690 710 euros) du montant de la TVA.
- 33 182 euros TTC pour les frais financiers, soit 0,25 % des dépenses prévisionnelles, en diminution de 76,7 % du fait d'un niveau de trésorerie plus favorable qu'envisagé au dernier bilan approuvé.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes, s'élèvent à 732 705 euros TTC, au regard de 212 618 euros TTC escomptés. Cet écart est dû principalement aux règlements anticipés d'une avance de 310 973 euros par l'ANRU et de 209 880 euros résultant du produit des cessions foncières.

Sur l'état d'avancement cumulé au au 31 décembre 2015 les recettes sont de 523 444 euros TTC, soit 6 % du budget prévisionnel , dû au versement des subventions et au produit de cessions de charges foncières.

Au terme de l'opération, les recettes prévisionnelles globales de l'opération, hors la participation d'équilibre s'élèvent à 7 942 989 euros TTC, dont

- 4 161 062 euros TTC de cessions, soit 51 % des recettes prévisionnelles, en diminution de 3,86 % du fait du fait du changement de programme du lot 3, sur lequel sera réalisé une crèche au lieu des logements initialement prévus.

- 2 073 153 euros TTC de subventions ANRU, soit 25,4 % des recettes prévisionnelles, inchangé,

- 732 139 euros TTC de subventions du Conseil Régional, soit 9 % des recettes prévisionnelles, inchangé,

- 964 834 euros TTC Euros de subventions de la Ville, soit 11,8 % des recettes prévisionnelles, correspondent à la participation municipale à la réalisation des ouvrages relevant de sa compétence et prévue dans la convention ANRU.

- 11 801 euros TTC Euros de produits financiers et divers, soit 0,14 % des recettes prévisionnelles.

Les participations :

- 210 332 euros TTC de participation d'équilibre, en nature sous forme d'apport foncier, effectué par la Ville de Marseille alors concédant, soit 2,6 % des recettes prévisionnelles.

- 3 868 224 euros TTC de participation d'équilibre en numéraire, à la charge de la Métropole dont les échéances de versement sont de 1 500 000 euros en 2016, 617 583 euros en 2018, 1 135 022 euros en 2020 et 615 619 euros en 2021,

- 392 147 euros pour le financement d'aménagements relevant de le compétence de la Métropole, dont un versement de 360 000 euros en 2016 et de 32 3147 euros en 2020,

Solde de trésorerie :

Le solde cumulé de trésorerie au 31 décembre de l'exercice écoulé est de 483 335 euros.

Le solde de trésorerie restera positif en 2016 à hauteur de 1 058 014 euros eut égard du versement de 1 860 000 euros par la Métropole.

Emprunts :

Un emprunt de 900 000 euros sera souscrit en 2017

L'avenant n°6 à la convention de concession n°600908CO (13/00019) :

- cet avenant vise à ajuster le montant des dépenses de l'aménageur à 12 413 691 euros TTC et la participation de la métropole, concédante, à 3 868 224 euros, conformément aux éléments du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 ci-dessus énoncés,

- suite à une erreur de rédaction dans l'avenant précédent ayant approuvé le changement de mode de rémunération du concessionnaire sur les dépenses, le nouvel avenant précise que la rémunération s'applique également aux dépenses annexes.

L'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie n°2013/0002 :

- le bilan prévisionnel des trésoreries de l'opération, annexé au bilan d'opération établi au 31 décembre 2015, ne prévoit plus d'avance de trésorerie. Par délibération n°12/1164/DEVD, la Ville de Marseille avait approuvé une convention d'avance de trésorerie n°13-00020 qui portait sur un montant de 1 200 000 euros. Au vu des besoins de trésorerie, le montant de cette avance a été réduit à 400 000 euros par un avenant n°2 (DCM n°15/0479/UAGP du 29 juin 2015). Cette avance a été intégralement versée par la Ville en 2014

- l'objet de l'avenant est d'acter que la Métropole se substituant à la Ville en tant qu'autorité concédante, les avances non encore remboursées à la Ville par l'aménageur seront remboursées à la Métropole.

La convention de participation à passer avec la Ville de Marseille et la Soleam

- Par délibération du 3 octobre 2016, la Ville de Marseille a donné son accord pour que l'aménageur réalise un ensemble d'équipements publics de compétence municipale et inscrits au programme de la concession : le square des collèges, la descente des collèges, la descente des Cèdres, les jardins partagés des Lauriers, le square des Cèdres et les aménagements transitoires des Cèdres.

Conformément à l'avenant n°2 de la convention passée avec l'ANRU, la participation à verser par la Ville pour ces équipements est de 964 834 euros TTC. Cette participation sera versée directement à la Soleam en sa qualité de concessionnaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole;

Signé le 13 Octobre 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 23 Novembre 2016

- Le projet de délibération « Rénovation Urbaine de Malpassé – Concession d'aménagement Vallon de Malpassé n 600908CO (13-00019) - Marseille 13ème arrondissement – Approbation du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 – Approbation de l'avenant n 6 à la convention de concession – Approbation de l'avenant n 3 à la convention d'avance de trésorerie – Approbation de la convention financière avec la Ville et la Soleam ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Rénovation Urbaine de Malpassé - Concession d'aménagement Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 - Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation de la convention financière avec la Ville et la Soleam » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Rénovation Urbaine de Malpassé - Concession d'aménagement Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie – Approbation de la convention financière avec la Ville et la Soleam ».

Présents	105
Représentés	30
Voix Pour	90
Voix Contre	0
Abstentions	45

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO - René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Patrick MENNUCCI - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Gérard POLIZZI - Nouriati DJAMBAE

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence
Député des Bouches-du-Rhône

Guy TEISSIER